

UN VIEUX DEBAT ET DE NOUVELLES QUESTIONS

Mouvement social et perspectives politiques

L'appel « Pour l'autonomie du mouvement social » paru cet été dans « Libération », ainsi que divers articles, invitent à un débat sur les rapports entre mouvement social et organisations politiques.

Grèves de l'hiver 1995, luttes des enseignants et parents, mouvements des chômeurs, des sans-papiers, mobilisations pour les droits des femmes : le syndicalisme et les mouvements sociaux connaissent une nouvelle dynamique. Que se passe-t-il ? se demandent certains journaux. On a vite fait de chercher des rapprochements : « gauche rouge », poussée de l'extrême gauche, présence ici ou là de tel ou tel militant radical, trotskyste, anarchiste... Les forces révolutionnaires reprennent des couleurs, mais certains confondent tout, mélangent les genres, les fonctions, les responsabilités, qu'elles soient syndicales, associatives ou politiques.

Nous voudrions donc clarifier ces questions. Et donner également notre opinion sur l'appel paru cet été (*Libération* du 3 août) et intitulé « Pour l'autonomie du mouvement social ». L'appel s'inquiète que des animateurs des luttes et des mouvements sociaux puissent répondre favorablement à la sollicitation de figurer sur des listes électorales. Rejetant la « conception d'un rapport hiérarchisé et instrumentalisé du mouvement social vis-à-vis du mode de représentation politique institutionnel » - souci que nous partageons - cet appel risque, tel qu'il est formulé, de déboucher sur une sorte d'auto-limitation politique des animateurs du mouvement social.

L'indépendance du mouvement social

L'indépendance du mouvement social vis-à-vis des partis et institutions politiques est une question fondamentale. La différenciation entre parti et syndicat fut un long processus historique, qui n'a pas reçu partout les mêmes réponses. L'Association internationale des travailleurs (AIT), créée par Marx, puis la II^e Internationale, sous la houlette de la social-démocratie allemande, se composaient indistinctement de groupes politiques et d'organisations syndicales, mutualistes ou associatives.

Dans une majorité de pays, des liens étroits se maintiendront entre partis et syndicats. Les conceptions portées par la Révolution russe s'inscriront plus dans cette tradition internationale que dans une supposée « unicité » originale du léninisme, fusionnant syndicat et parti. Après un bref dialogue avec les syndicalistes révolutionnaires, la création de l'Internationale syndicale rouge, d'abord membre de l'Internationale communiste, puis le débat sur la militarisation des syndicats pendant la

guerre civile en 1921 en Russie, facilitèrent les conceptions instrumentales du mouvement syndical. La rupture stalinienne, étouffant tout foyer de démocratie ouvrière, finit par subordonner le mouvement syndical aux impératifs de la bureaucratie soviétique.

En France, la tradition d'indépendance syndicale, symbolisée par la Charte d'Amiens, a marqué au début du siècle (1906) la volonté du mouvement social de s'émanciper des partis. Mais l'indépendance, pour les syndicalistes révolutionnaires, avait un contenu précis : ils condamnaient les fractions socialistes pour leur opportunisme, leur parlementarisme, et leur composition sociale trop peu prolétarienne. La CGT de 1906 défendait donc son indépendance à l'égard de la SFIO nullement au nom du neutralisme politique, mais au contraire au nom de la lutte de classes. Plus tard, les staliniens puis les sociaux-démocrates se sont revendiqués de la Charte d'Amiens. Mais c'était pour subordonner le syndicalisme au parti, de manière théorisée par la « la courroie de transmission », ou de manière feutrée, quasi « naturelle » pour le PS.

Le courant trotskyste a toujours défendu la démocratie et l'indépendance syndicale. Mais la discipline de nos militants pouvait laisser entendre que le parti politique se situe au-dessus des rythmes de progression de la conscience des travailleurs. Puis, débats, bilans, responsabilités nous ont rappelé que les travailleurs font leur propre expérience, que les évolutions du mouvement social doivent procéder de la situation même des secteurs concernés. De ce point de vue l'indépendance, ou l'autonomie, sont la condition fondamentale de la prise de décision démocratique.

Le mouvement social fait aussi de la politique

Puisque nous sommes dans l'année du 150^e anniversaire du *Manifeste du Parti communiste* de Marx, rappelons la phrase célèbre : « L'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes. » Cependant, dit encore Marx, les luttes défensives, salariales, « économiques », ne prennent véritablement de dimension de classe que lorsqu'elles deviennent nationales, c'est-à-dire globales, politiques. Or, dans les pays comme le nôtre, il y a longtemps que le mouvement ouvrier s'est forgé, par l'expérience, des instruments de lutte nationale, globale, politique.

Le propre des sociétés capitalistes est de séparer les différentes sphères de la vie. Il y a la vie courante, le travail, la famille, les individus, les classes et leurs conflits immédiats. Il y a donc les syndicats, dont la légitimité vient du professionnel, des solidarités immédiates. Et « en haut », il y a la représentation, l'Etat, la vie politique. Et donc les partis dont le point de départ est la généralité, le programme politique. Il y a une certaine discontinuité entre social et politique.



© Jean F. Volsen

Mais ce découpage est en partie faussé, et empêche de voir le monde de manière unifiée. Ainsi il est interdit de faire de la politique dans l'entreprise, interdiction ancrée dans les consciences. Inversement, le syndicat craint de s'immiscer dans le jeu politique. Retrouver le plein sens de la démocratie et de l'auto-gouvernement de la société, n'est-ce pas fonder l'unité entre vie immédiate et vie politique ?

Le mouvement social peut et doit donc traiter toutes les questions, sociales économiques et politiques. Renouer ainsi avec les objectifs fondamentaux de la Charte d'Amiens, la « double besogne » qui lie défense des revendications particulières et transformation radicale de la société. Refuser la division du travail qui attribue la politique au parti et l'économique et le social aux syndicats. Refuser aussi toute conception qui hiérarchise les niveaux au profit des partis. Partis, syndicats ou associations peuvent occuper alternativement le devant de la scène.

La différence entre syndicats et processus de construction d'un parti révolutionnaire ne relève pas de domaines réservés, mais du point de départ immédiat de leur action. Le syndicalisme vise à s'adresser à tous les salariés, en respectant des différences idéologiques (parfois opposées). Le parti vise d'emblée les problèmes politiques et la question du pouvoir : il se construit sur un programme délimité. Mais il est arrivé souvent que les mouve-

ments sociaux soient en avance sur les partis (les soviets en 1905, les luttes féministes...). A nos yeux, le parti est indispensable pour transformer les conflits sociaux en conflits politiques. Mais ce caractère indispensable, il doit le prouver concrètement.

Emploi, service public, santé, environnement, droits démocratiques, défense des sans-papiers, transformation de la société, toutes les questions posées par le mouvement social peuvent former une cohérence. Toutes les questions, mais à partir de l'ex-

Discontinuité qui explique la nécessité de l'indépendance du mouvement social, vis-à-vis des partis politiques. Discontinuité incarnée par l'organisation spécifique en partis politiques qui intègre histoire, mémoire et surtout stratégie de conquête du pouvoir politique, tant dans les vieilles démocraties parlementaires que dans les dictatures, même si l'objectif, surtout à la lumière des événements du siècle, est celui du pouvoir populaire démocratique auto-organisé et non le pouvoir du parti.

Le mouvement social ne peut pas « tout ». Le parti non plus. Mais il y a un niveau spécifique de la représentation politique, et aujourd'hui la nécessité d'une nouvelle représentation politique. Le mouvement social peut-il jouer un rôle positif pour cela ? A notre avis oui. Mais les partis politiques sont tellement discrédités et les rapports ont été tellement faussés que la méfiance est très forte. D'où l'appel paru cet été semblant inciter les animateurs des luttes à ne pas se mêler des partis (lesquels, on ne sait pas, ce qui est aussi un problème).

Mais la question est en effet difficile. Il peut y avoir confusion entre deux choses :

- D'une part l'impossibilité conjoncturelle d'une initiative politique directe du mouvement social (dans les élections), pour une série de raisons que l'on vient d'évoquer. Le contentieux avec les politiques est en effet très lourd ! Une telle initiative diviserait aujourd'hui le mouvement social.

- D'autre part, favoriser des passerelles, des ponts entre le social et le politique, et créer les conditions d'une nouvelle représentation politique. C'est l'hypothèse d'un parti des travailleurs ou des opprimés, qui peut s'inspirer du Parti des travailleurs brésilien. Des dirigeants syndicalistes, tout en respectant l'indépendance syndicale et donc en remettant leurs mandats syndicaux, ont pris la responsabilité de créer un nouveau parti politique.

Bien entendu, la France n'est pas le Brésil. Les vieilles organisations PS et PC ne peuvent être contournées. Mais la crise du politique est telle qu'on ne peut exclure des moments où l'espace social et politique se dégage pour une nouvelle force.

Peut-on imaginer que la génération actuelle d'animateurs et animatrices des luttes participe à un tel processus, dont nul ne peut prévoir les formes (parti, front, mouvement) ? Notre réponse est positive. Quelle est celle des signataires ?

Le débat doit continuer.

François Ollivier
et Dominique Mezzi